



# Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale  
19 juin 2015  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-neuvième session  
Points 66, 68, 82 et 129 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité  
Soixante-dixième année

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Promotion et protection des droits de l'homme**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Soixante-dixième anniversaire de la fin  
de la Deuxième Guerre mondiale**

## **Lettres identiques datées du 18 juin 2015, adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 9 juin 2015, que m'a adressée M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et de la réponse commune de l'Union européenne concernant le rapport intitulé « Le néonazisme : un grave péril pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit », publié par le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des États Membres et des missions d'observation.

(Signé) **BAN** Ki-moon



## Annexe

À la fin du mois d'avril 2015, le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a publié un rapport intitulé « Le néonazisme : un grave péril pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit », qui a été distribué comme document de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Représentant permanent de la Fédération de Russie.

L'Union européenne a déjà exprimé à maintes reprises sa position sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris le néonazisme. Elle a, tout récemment, réaffirmé cette position dans son explication de vote détaillée (voir A/69/486 et A/C.3/69/SR.50) avant l'adoption, le 21 novembre 2014, de la résolution intitulée « Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée », explication dans laquelle elle a souligné que cette lutte ne devait pas être exploitée à des fins politiques.

En outre, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la réponse commune de l'Union européenne concernant spécifiquement le rapport de la Fédération de Russie susmentionné.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 66, 68, 82 et 129 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur  
(Signé) Thomas **Mayr-Harting**

## Pièce jointe

### **Réponse commune de l'Union européenne concernant le rapport intitulé « Le néonazisme : un grave péril pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit », publié par le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie**

Nous savons que le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a publié un rapport intitulé « Le néonazisme : un grave péril pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit » à la fin du mois d'avril 2015 et que la Fédération de Russie a demandé que ledit rapport soit distribué comme document de l'Organisation des Nations Unies.

Le rapport susmentionné comporte des inexactitudes factuelles ainsi que des informations sélectives quant à la situation au sein de l'Union européenne et dans ses États membres. En outre, le rapport est incomplet d'un point de vue géographique. Il ne contient pas, par exemple, de chapitre présentant la situation dans la Fédération de Russie.

L'Union européenne déplore que la Fédération de Russie cherche à établir des parallèles entre les évolutions politiques passées et présentes dans le contexte des crises actuelles.

L'Union européenne est déterminée à participer à la lutte mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris l'antisémitisme et le néonazisme. L'Union européenne et ses États membres continuent de prendre des mesures fermes pour s'attaquer au problème dans la région, notamment dans le contexte de la Décision-cadre relative à la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie. La lutte contre ces comportements ainsi que leur condamnation doivent constituer une priorité commune et consensuelle pour l'ensemble de la communauté internationale. L'Union européenne demande à tous les États Membres de l'ONU de rester unis dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris l'antisémitisme et le néonazisme, de s'attaquer de front aux crimes et aux discours haineux, et de coopérer dans ce sens.